

Sait-on encore se défendre ?

Électrochoc. Nouvelles menaces, réarmement mondial... La guerre en Ukraine a remis la question militaire au cœur de nos préoccupations. Où en sont vraiment la France et l'Europe ?

Projet. La mise en service du futur avion de combat européen NGF (Next Generation Fighter), élaboré par Dassault Aviation (38%) et Airbus (62% via ses filiales allemande et espagnole), et de ses drones est prévue à l'horizon 2035-2040.

ERTU PRÉPARAS

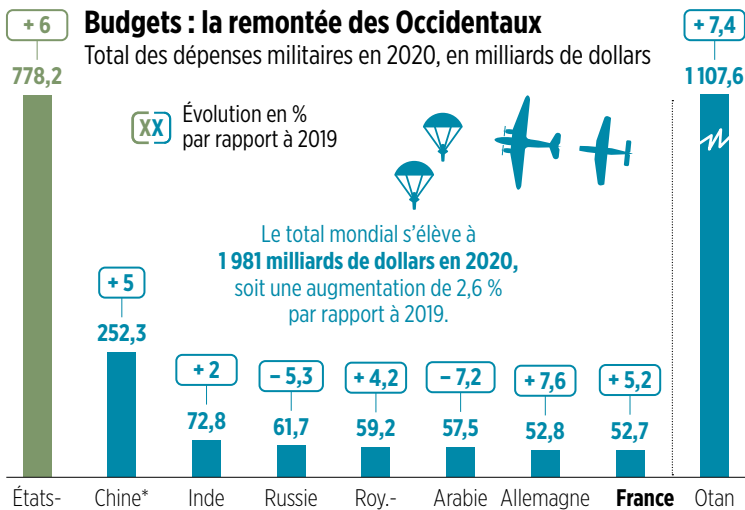


PAR NICOLAS BAVEREZ

L'invasion de l'Ukraine par la Russie acte la fin de l'après-guerre froide et ouvre la grande confrontation entre les empires autoritaires et les démocraties. Alors que le début de l'affrontement était attendu entre la Chine et les États-Unis autour de Taïwan, il est intervenu en Europe, en première ligne tant sur le plan stratégique, avec le retour de la guerre de haute intensité et de la menace nucléaire, que sur le plan économique. La France et l'Europe ne sont pas encore en guerre mais ne sont plus en paix. Elles sont confrontées à une menace existentielle sur leur sécurité, dont elles ont voulu croire, depuis la chute de l'Union soviétique, qu'elle appartenait à un passé révolu. À l'image de 1918 et contrairement à 1945, 1989 fut une paix manquée, les démocraties ayant donné la priorité à la distribution des pseudo-dividendes de la paix sur la construction d'un capitalisme soutenable et d'un ordre mondial stable.

Machiavel soulignait que « l'habituel défaut de l'homme est de ne pas prévoir l'orage par beau temps ». À l'image du krach de 2008, de la crise de l'euro, de la vague d'attentats islamistes ou de l'épidémie de Covid-19, l'agression de l'Ukraine par la Russie est apparue comme une surprise stratégique. En réalité, elle constitue l'aboutissement d'une longue et profonde dégradation de l'environnement de sécurité des nations libres, tout particulièrement en Europe. Dans l'illusion d'une paix perpétuelle garantie par le renforcement des échanges commerciaux, les démocraties se sont enfermées dans le déni face à la brutale remontée des périls extérieurs.

Tout d'abord, le djihadisme n'a pas été éradiqué par la défaite de l'État islamique au Levant. Il a muté pour se restructurer à la fois autour d'un axe de la terreur qui s'étend du golfe de Guinée aux Philippines et comme un réseau social au sein des sociétés développées. Parallèlement, les ambitions de puissance des empires autoritaires se ■■■



Sources : Sipri/Otan. *Estimations.

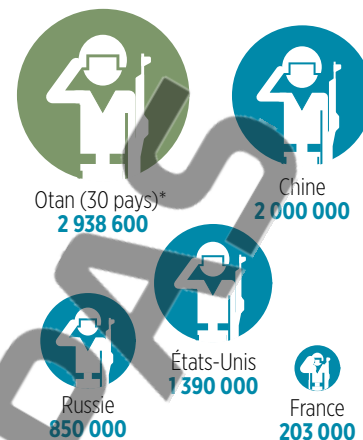
62 %
des dépenses militaires mondiales sont concentrées entre les cinq plus grands dépensiers en 2020 : les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et le Royaume-Uni.

39 %
C'est la part des États-Unis dans les dépenses militaires mondiales en 2020.

Source : Sipri.

Des millions de soldats

Effectifs militaires actifs en 2022



* Dont les États-Unis et la France font partie, chiffre pour 2021 pour l'Otan. Sources : Otan/Global Firepower.

■■■ sont dévoilées, à l'image de la Chine en mer de Chine méridionale et à Taïwan, de la Russie qui vise la reconstitution de l'Empire soviétique, de l'Iran qui a constitué un vaste « chiïstan » du Liban à l'Afghanistan. Ces régimes se sont rapprochés, notamment la Chine et la Russie, unies par une « amitié sans limites » aux termes de l'accord du 4 février 2022, qui désigne la démocratie comme leur adversaire et poursuit la mise en place d'un ordre mondial postoccidental.

Ressources rares. Les chocs et les crises qui se sont enchaînés depuis 2008 ont ainsi vu un recul majeur de la démocratie sur tous les continents, favorisé par le désengagement des États-Unis de l'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Simultanément, les dépenses d'armement se sont envolées, à l'exception de l'Europe qui a continué à désarmer jusqu'en 2015. Elles ont ainsi progressé de 1 074 milliards de dollars en 2000 à 1 981 milliards en 2020, les États-Unis restant largement en tête (778 milliards), devant la Chine (252 milliards), l'Inde (72,8 milliards) et la Russie (61,7 milliards). La conflictualité s'est étendue à de nouveaux domaines, tels que l'accès aux ressources rares et le contrôle des chaînes d'approvisionnement, l'espace, les pôles ou le cybermonde. Avec pour laboratoire la guerre de Syrie, la violence

s'est libérée des institutions et des normes, tandis que les traités et les accords de contrôle des armements étaient abandonnés et que les alliances stratégiques américaines étaient mises en sommeil, voire ouvertement déstabilisées par Donald Trump, qui fut près de réaliser ce dont Staline avait rêvé en envisageant le retrait des États-Unis de l'Otan. La course à la guerre était donc enclenchée depuis des années, jalonnée du côté russe par les guerres de Tchétchénie (1994-2000), l'intervention en Géorgie (2008), l'annexion de la Crimée et le soutien des séparatistes du Donbass (2014), le sauvetage du régime de Damas (2015), le déploiement des mercenaires du groupe Wagner à partir de 2016 en Libye, en Centrafrique et au Sahel. Comme dans les années 1930, les démocraties européennes se sont volontairement aveuglées.

En envahissant l'Ukraine, Vladimir Poutine a révélé la réalité d'un monde violent, où la liberté politique se trouve en grand danger. Si le conflit est loin d'être achevé, ses enseignements sont déjà nombreux. Depuis les années 1990, les démocraties, en l'absence de menace majeure sur leur sécurité et du fait de leur supériorité techno-

logique, ont eu la maîtrise de leurs engagements, ce dont elles ont d'ailleurs très mal usé, comme le montre les guerres perdues d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, de Libye et du Sahel. Ce temps est terminé : la conflictualité n'est plus choisie mais imposée.

La guerre d'Ukraine marque également le renouveau des conflits de haute intensité entre puissances majeures, après deux décennies d'affrontements asymétriques contre le terrorisme islamiste. Ils se caractérisent par un affrontement qui se déploie dans tous les milieux – terre, air, mer, espace et cybermonde – et entraînent des pertes humaines, matérielles et économiques considérables. Parce qu'elle vise l'anéantissement total de l'adversaire, comme l'illustre la négation par Vladimir Poutine de l'existence d'un peuple, d'une histoire et d'un État ukrainiens, la guerre de haute intensité n'engage pas seulement les armées mais la nation tout entière.

Le conflit livre aussi quelques premières leçons opérationnelles. L'enlèvement russe découle d'une surestimation des capacités de l'armée, dont la modernisation est restée partielle et qui a montré des failles béantes en matière de renseignement, de communications et de coordination, comme de sous-estimation de la volonté des Ukrainiens de défendre leur patrie. Comme en Syrie, la population civile constitue un but de

La conflictualité n'est plus choisie mais imposée.

guerre et une cible prioritaire pour les Russes, ce qui se traduit par un bilan tragique de plusieurs milliers de morts civils et de 10 millions de déplacés – dont 3 millions de réfugiés en Europe. Enfin, la guerre de l'information joue un rôle décisif: alors que la Russie de Poutine l'avait emporté en Centrafrique et au Sahel face à la France, elle a été défaite sur ce terrain par l'Ukraine de Volodymyr Zelensky.

L'invasion de l'Ukraine constitue un électrochoc pour l'Europe. Elle a réveillé l'Allemagne, qui a décidé de rompre avec son mercantilisme et sa complaisance envers la démocratie moscovite, pour investir 100 milliards d'euros en cinq ans dans ses armées et porter son effort de défense à 2 % du PIB. Elle a fait basculer l'Union européenne dans l'univers de la puissance, en approuvant des sanctions inédites contre la Russie, en prévoyant de livrer des équipements militaires à l'Ukraine à hauteur d'un milliard d'euros et en interdisant sur son territoire les vecteurs de la propagande russe. La France a certes résisté aux illusions de la fin de l'histoire, en maintenant une capacité de dissuasion nucléaire, en conservant un modèle complet d'armée, en entretenant une culture opérationnelle forgée par les interventions extérieures. Mais elle a sacrifié l'État régalien à son État-providence jusqu'à compromettre sa capacité à assurer sa sécurité intérieure et extérieure. La renaissance d'une menace existentielle sur la nation et sur l'Europe lui impose dès lors de repenser sa défense.

Usure accélérée. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la professionnalisation des armées, la stratégie française a été fondée sur l'absence de menace directe sur la nation, sur la préservation de la dissuasion nucléaire mais dissociée de la gestion des crises comme de l'engagement des forces conventionnelles, sur la priorité donnée à la projection de forces dans le cadre d'opérations extérieures au territoire national, sur l'hypothèse centrale d'une mobilisation au sein de coalitions

laissant du temps pour générer les forces nécessaires. La priorité a ainsi été donnée à la lutte contre le djihadisme et aux conflits asymétriques. Les armées ont supporté depuis les années 1990 l'essentiel des économies budgétaires, avec une baisse de 20 % entre 2000 et 2015. Leur format a été réduit au-delà du raisonnable: elles alignaient, en 2021, 203 000 hommes et 41 000 réservistes, contre 453 000 hommes et 420 000 réservistes en 1991. Depuis cette même année, le nombre de chars a diminué de 1 349 à 222, celui des avions de combat de 686 à 254, celui des grands bâtiments de surface de 37 à 19. Le surengagement des forces armées, avec 30 000 soldats déployés en permanence, s'est traduit par une usure accélérée des hommes et des matériels. Les lacunes capacitaires se sont accumulées dans des secteurs clés comme les drones, les frappes en profondeur, le transport aérien, le cyber ou la guerre de l'information.

Ce modèle a touché ses limites au Sahel, où les succès tactiques de nos armées n'ont pas empêché une défaite stratégique française, faute d'avoir su coordonner tous les leviers d'influence, du renseignement et de la guerre de l'information à la diplomatie et à l'aide économique. Depuis l'invasion de l'Ukraine, il est totalement dépassé. Le contrat opérationnel de guerre de haute intensité l'atteste, qui repose sur la mobilisation de 15 000 hommes en six mois, alors que le conflit ukrainien met aux prises 150 000 hommes du côté russe et 100 000 du côté ukrainien, auxquels s'ajoutent miliciens et volontaires. Il nous faut donc reconstruire nos armées et une stratégie globale de défense.

Que voulons-nous faire? La priorité consiste à rétablir la capacité de garantir la sécurité de la France et des Français ainsi qu'à assurer la continuité de la vie nationale en toutes circonstances, y compris dans l'hypothèse d'un chantage chimique ou nucléaire. La France, du fait de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, de la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire et de sa culture ■■■

Pénétrez au cœur des services de renseignement français



En poche
8,90 €

"Certaines pages semblent
sorties du *Bureau des légendes*."

À une différence près :
ce qui y est raconté
est bien réel." **LE POINT**



■■■ opérationnelle, possède par ailleurs une responsabilité particulière vis-à-vis de ses partenaires européens comme de ses alliés de l'Otan. Il en résulte trois grands objectifs: la sanctuarisation des intérêts vitaux de la nation, qui passe par le renforcement de la dissuasion nucléaire; la protection du territoire national et de la population; l'engagement dans la défense de l'Europe sur sa frontière orientale face à la Russie comme sur sa frontière méridionale face aux djihadistes.

Comment le faire? La France doit s'engager dans la définition et le déploiement rapides d'un nouveau modèle d'armée. Et ce autour de quatre piliers. Tout d'abord, la dissuasion nucléaire, dont la doctrine mérite d'être revue pour être mieux articulée aux forces conventionnelles et prendre en compte celle de l'armée russe qui retient un scénario d'emploi des armes nucléaires tactiques. Ensuite, la transformation d'une armée de corps expéditionnaire en une armée apte au combat de haute intensité, ce qui suppose de réviser son format à la hausse, de la connecter et de l'entraîner. D'où la nécessité d'un effort significatif sur les effectifs (augmentés de 50 000 hommes d'ici à 2030), sur les matériels (cible portée à 250 avions de combat et 20 frégates, équipement massif en canons et lance-roquettes), sur le comblement des lacunes en termes de drones, d'hélicoptères, de transport stratégique, sur le durcissement des systèmes d'information et de commandement, sur l'intégration des systèmes d'armes sur le champ de bataille, sur la disponibilité des matériels et la numérisation des soutiens, sur la reconstitution des stocks de munitions et des pièces détachées. Troisième axe, la défense du territoire, qui invite à réfléchir à la création d'une garde nationale qui serait couplée au rétablissement d'un service militaire. Enfin, la nécessaire maîtrise de l'information, qui est une composante majeure des opérations militaires.

La France ne peut dès lors échapper à une augmentation immédiate et très significative du budget de la défense, fixé à 41 milliards d'euros



Dissuasion. Base militaire de Tapa, Estonie, le 6 février 2022. Des soldats français participent à un exercice dans le cadre de l'opération EFP (Enhanced Forward Presence, Présence avancée renforcée) de l'Otan, qui consiste en quatre groupements tactiques multinationaux tournants situés dans les États baltes et en Pologne. Une présence occidentale renforcée à l'est contestée par Vladimir Poutine.

en 2022. La modernisation de la dissuasion nucléaire suppose de réinvestir au moins 2 milliards d'euros par an. La remise à niveau des stocks de munitions et de pièces détachées peut être estimée entre 3 et 4 milliards d'euros. La progression de 3 milliards d'euros par an prévue par la loi de programmation militaire de 2023 à 2025 devra donc être à minima doublée. Le prochain quinquennat devra par ailleurs établir une nouvelle loi de programmation militaire pour convertir nos armées au combat de haute intensité tout en poursuivant la lutte contre le djihadisme. Les menaces existentielles qui pèsent sur la sécurité de notre nation ne laisseront ainsi pas d'autre choix que de porter l'effort de défense à au moins 3% du PIB. Et ce d'autant plus qu'il faudra veiller à préserver un équilibre avec l'Allemagne, qui va redevenir une puissance militaire significative, en plus d'exercer le leadership économique et politique de l'Union.

Avec qui le faire? L'adaptation de la doctrine et du système de défense français doit être conduite en coordination avec nos partenaires européens et nos alliés de l'Otan. L'objectif doit être de constituer un pilier européen au sein de l'Alliance tout en garantissant l'interopérabilité des armées et des matériels.

Les démocraties ont perdu la paix après 1989; elles ne peuvent perdre la guerre face aux empires autoritaires.

Face à la Russie, l'engagement des États-Unis, dont 100 000 hommes sont stationnés sur le territoire européen, est déterminant. Vladimir Poutine a rendu sa raison d'être à l'Otan en la recentrant sur la sécurité collective. Les Européens doivent à la fois prendre en charge tout ce qui n'est pas couvert par l'Alliance, notamment la lutte contre le djihadisme, et se mettre en situation de pouvoir agir de manière autonome si la crise de la démocratie américaine se traduisait par une nouvelle embardée nationaliste et isolationniste.

Planifier. Mais le réarmement ne peut être seulement militaire; il doit être aussi économique, politique et civique. Il doit s'inscrire dans une doctrine globale qui coordonne tous les acteurs, des armées aux collectivités locales, aux entreprises et aux citoyens, du recours à la force et à la lutte informationnelle jusqu'à la planification d'une économie de guerre et à la résilience de la société. La guerre de haute intensité implique de planifier la remontée en puissance de l'industrie de défense et de mettre un terme à ses difficultés de financement. Elle invite à conforter l'innovation, qui provient désormais du civil pour irriguer le militaire. Elle oblige à sécuriser la fourniture d'énergie, les approvisionnements en matières premières et à restaurer notre autonomie alimentaire. Elle impose de repenser le fonctionnement des armées et celui de l'État, dont l'épidémie de Covid a révélé les défaillances dans le domaine de la gestion de crise. Elle engage la société, les élus et les citoyens, dont la mobilisation est décisive, comme on le constate en Ukraine.

Les démocraties ont perdu la paix après 1989; elles ne peuvent perdre la guerre face aux empires autoritaires. Et l'issue de cette guerre ne dépend pas seulement des forces armées mais aussi de l'engagement de chacun pour défendre la liberté et en assumer les coûts. Périclès rappelait à juste titre que « ce ne sont pas les murs mais les hommes qui constituent le meilleur rempart des cités » ■



Besoin. Un hélicoptère CH-47 Chinook en manœuvre aux États-Unis. Malgré ses multiples opérations extérieures, la France n'en possède aucun.

Ce qui manque à l'armée française

Failles. La défense a été restructurée au fil des ans en fonction des conflits les plus probables. Au prix de quelques impasses.

PAR JEAN GUISNEL

À trois semaines d'une élection présidentielle, c'est un sujet que les militaires français se gardent d'évoquer publiquement. Très préoccupés par la guerre en Ukraine, ils en tirent de sévères leçons pour notre pays. Au fil des décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide, la France a taillé ses armées pour les conflits les plus

probables : ceux qui sont susceptibles de se produire dans la zone d'influence d'une ancienne puissance coloniale. À savoir au sud, contre des armées moins fortes que les nôtres. Pour les autres cas, ceux qui verraient une puissance hostile décidée à s'en prendre aux intérêts vitaux de la France, il y a l'arme nucléaire, qu'on a parfois mise à de drôles de sauces. Quand on prétendait, par exemple, que la

menace d'une rétorsion atomique dissuaderait quiconque de s'en prendre dans l'espace aux satellites militaires français.

Ainsi, les armées d'une part – qui ont besoin d'équipements et d'hommes – et les politiques d'autre part – tenant d'une poigne ferme les cordons de la bourse – se sont trouvés contraints de faire des choix : un seul porte-avions, une armée de terre qui combat toujours avec des pièces de musée comme le VAB ou l'AMX-10 RC ou encore une armée de l'air manquant de moyens de transport. Il a fallu trancher, accepter des coupes, assumer des choix cruels. Toussavent ■■■

Scannez ce QR code pour lire l'interview du colonel Pesqueur, auteur d'un rapport alarmant sur l'armée



Les priorités

La France a choisi de faire des impasses en matière d'autonomie stratégique. C'est un handicap pour les conflits de haute intensité. Elle serait bien avisée de changer son fusil d'épaule.

■ ■ ■ que la France ne peut pas tout se payer, au prix d'impasses, toutes gênantes, parfois inquiétantes. Nous en avons retenu cinq.

Armes antisatellites. Les indispensables satellites militaires sont menacés. Les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie ont testé avec succès leur capacité à les détruire dans l'espace. En novembre 2021, Moscou a tiré un missile contre l'un de ses satellites hors d'usage. La France ne dispose pas de cette capacité. Durant des décennies, elle a répété, sans convaincre, que s'en prendre à un de ses engins spatiaux ouvrirait la voie à une riposte nucléaire. Pas sérieux!

En juillet 2019, la ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé un changement de doctrine et la mise sur pied de moyens de détruire des engins adverses: «*Si nos satellites sont menacés, nous envisagerons d'éblouir ceux de nos adversaires. Nous nous réservons le moment et les moyens de la riposte: cela pourra impliquer l'emploi de lasers de puissance déployés depuis nos satellites ou depuis nos nano-satellites patrouilleurs.*» Des lasers? C'est une idée, mais il faudra investir beaucoup d'argent. Comme l'admet Parly: «*Dans ce domaine, la France est en retard.*» Le développement d'un laser de puissance, auquel participe l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, est un projet de recherche européen dans lequel notre pays est engagé. Ce programme est sur les rails, mais il faudra encore du temps avant qu'il soit opérationnel. Et les autres puissances avancent à grands pas.

Avions de transport stratégique. Le fleuron de l'aviation de transport militaire française et européenne, l'Airbus A400 M, peut franchir 3 500 kilomètres avec une

Armées et politiques ont dû trancher, accepter des coupes, assumer des choix cruels. On ne peut pas tout se payer.



Missile antiradar.

Missile air-sol spécialisé dans la destruction des radars adverses.

Arme antisatellite.

L'armée française ne dispose d'aucune capacité antisatellite, malgré un projet de laser de puissance.



Transport stratégique.

Avion gros porteur à très long rayon d'action.



Hélicoptère de manœuvre et d'assaut.

Appareil à forte charge utile.



Avion de reconnaissance stratégique.

Un projet élaboré par Dassault et Thales viendra combler la carence en matière de renseignement à partir de... 2025.



charge utile maximale de 37 tonnes. Notre pays possède aussi des C-130 Hercules, véritables mules de toutes les armées de l'air du monde, qui parcourent une distance similaire mais dont la charge utile n'est que de 15 tonnes. L'US Air Force dispose pour sa part du C-17 Globemaster, qui peut franchir une distance supérieure avec 77 tonnes de matériel en soute – ou bien 823 Afghans quittant Kaboul en août 2021, comme le montre

une image qui a fait le tour du monde! Les Américains possèdent 220 exemplaires du C-17, les Britanniques en ont acheté sept – en les mettant parfois au service des Français –, et l'Otan en a acquis trois, actuellement utilisés pour le pont aérien des armes livrées à l'Ukraine. Quant au C-5M Galaxy, américain comme les deux précédents, il est hors concours: plus de 5 000 kilomètres avec une charge utile de 136 tonnes!

Depuis toujours engagés dans de multiples opérations lointaines, les aviateurs français auraient besoin de tels moyens pour transporter loin et rapidement. La preuve? Pour retirer Barkhane du Mali ou envoyer tout dernièrement du matériel lourd en Roumanie, ils ont eu besoin de louer des Antonov-124 (120 tonnes à 4 500 kilomètres) à une compagnie ukrainienne immatriculée au Luxembourg. L'avenir de cette solution est un peu compromis. Pourquoi les Français n'ont-ils pas acheté le C-17, comme cela fut un temps envisagé? Impossible financièrement!

Hélicoptères lourds. Surtout les champs de bataille, on voit ces grosses bananes à deux rotors, les CH-47 Chinook ou les tout aussi gigantesques CH-53 Sea Stallion. En Europe, plusieurs armées (Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas) disposent du CH-47 Chinook, les Britanniques en étant les plus gros utilisateurs, avec 40 exemplaires – ce qui leur a permis d'en faire profiter les Français au Mali. Et les Allemands possèdent plusieurs dizaines de CH-53 Sea Stallion. Pour les Français de l'aviation légère de l'armée de terre et ceux de l'armée de l'air et de l'espace, la question est douloureuse. Les multiples déploiements de corps expéditionnaires exigent de disposer de telles machines. Mais les moyens manquent. Un Chinook coûte 75 millions d'euros, et 15 millions de plus chaque année pour son entretien, ses infrastructures et son personnel. Alors, quand on pose la question aux spécialistes, ils répondent en soupirant: «*On*

fait avec ce qu'on a, on ne demande rien!» On a le droit de n'être que moyennement convaincu.

Missiles antiradars. Pour envisager d'attaquer par les airs un site bien défendu par de l'artillerie antiaérienne et des missiles aussi performants que le S-400 Triumph russe, entre autres, qui interdit toute approche à moins de 400 kilomètres, il faut des moyens dont la France ne dispose plus depuis vingt ans. Pour frapper les radars de détection et de conduite de tir, il faut en effet des armes spécifiques. Jusqu'au milieu des années 1990, la France en disposait sous la forme du missile air-sol AS-37 Martel, qui pouvait être tiré à 150 kilomètres de distance. C'est fini! La France ne dispose plus de cette capacité, appelée Sead (Suppression of Enemy Air Defenses).

Pour remplir cette mission, elle doit être accompagnée par des alliés qui, eux, possèdent ces moyens, comme les États-Unis avec le mis-

sile antiradar AGM-88 HARM – vendu à plusieurs pays européens (Italie, Grèce...) – ou les Britanniques, qui ont conçu le missile Alarm. Ce n'est pas un détail: la France, qui revendique haut et fort son autonomie stratégique, n'est pas en mesure de s'attaquer seule à un ennemi protégeant des points sensibles avec des moyens sophistiqués. Bien sûr, la probabilité d'une telle attaque conduite sans alliés mieux équipés est faible. Et les missiles de croisière dont elle dispose (Scalp-EG et missile de croisière naval) ne la laisseraient pas complètement désemparée en cas de besoin. Mais c'est une véritable impasse qu'un renforcement des moyens de la défense permettrait de combler rapidement en achetant ces équipements au Royaume-Uni ou bien outre-Atlantique.

Avions de reconnaissance stratégique. À partir de 1977, la France a disposé (en deux exemplaires ww) d'un outil de renseignement très utile, un avion de



À l'épreuve. Emmanuel Macron, en combinaison de vol, lors d'une visite de la base aérienne d'Istres, en 2017.

ligne civil DC-8 transformé en centre d'écoute volant, le Sarigue (Système aéroporté de recueil des informations de guerre électronique). Ces moyens, qui appartiennent à la famille du Sigint (Signal Intelligence), présentaient l'avantage de naviguer sur les voies aériennes commerciales et de se trouver en mesure de capter discrètement des signaux électromagnétiques sur l'ensemble de la planète. Sarigue a été retiré du service depuis 2004, et cette capacité stratégique n'est que faiblement compensée par des moyens tactiques en cours de modernisation, notamment par le Vador (Vecteur aéroporté de désignation, d'observation et de reconnaissance), un avion léger de surveillance entré en service à l'été 2020. Si tout se passe comme prévu, ce « trou » capacitaire stratégique sera comblé à partir de 2025 par le programme Archange, composé de trois Falcon 8X de Dassault équipés d'une Cuge (Capacité universelle de guerre électronique) ■

AFP

LE JOUR DU SEIGNEUR
C'est tout un programme !

Parce que tout le monde ne peut pas assister à la messe, **Le Jour du Seigneur** apporte l'espérance dans tous les foyers et sur tous les écrans.

FAITES UN DON À LA HAUTEUR DE VOS MOYENS

© Sophie Delay

Contactez-nous par mail : donateurs@lejourduseigneur.com ou par courrier : CFRT/Le Jour du Seigneur 45 bis, rue de la Glacière 75013 Paris

Les 2/3 du montant de votre don sont déductibles de vos impôts. Un don de 50 € ne coûte au réel que 17 € après déclaration fiscale.



♥ don.lejourduseigneur.com

L'état des lieux de nos forces

Puissance. Chars, avions, sous-marins, munitions, troupes... Passage en revue des armées françaises. **PAR GUERRIC PONCET**

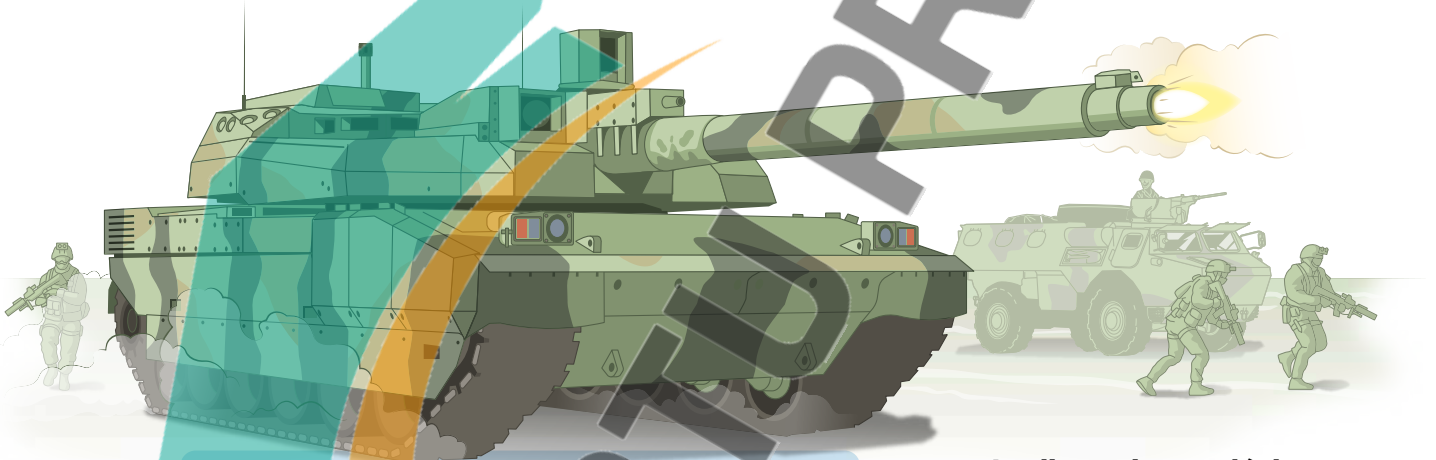
L'armée de Terre

Le vénérable char **Leclerc** est en cours d'intégration dans le système de combat Scorpion, qui le connectera avec les nouveaux blindés légers **Jaguar**. Les fantassins profitent pour leur part du nouveau fusil d'assaut **HK 416**, qui remplace l'antique Famas, et peuvent embarquer dans les transports de troupes **VBCI** (véhicule blindé de combat de l'infanterie) et **Griffon** flamboyants neufs au lieu d'être secourus dans les vieux **VAB** (véhicule de l'avant blindé). Les hélicoptères **Tigre** et **Caiman** modernes cohabitent avec des pièces de musée comme les **Puma** ou les **Gazelle**.

80 000 soldats combattants

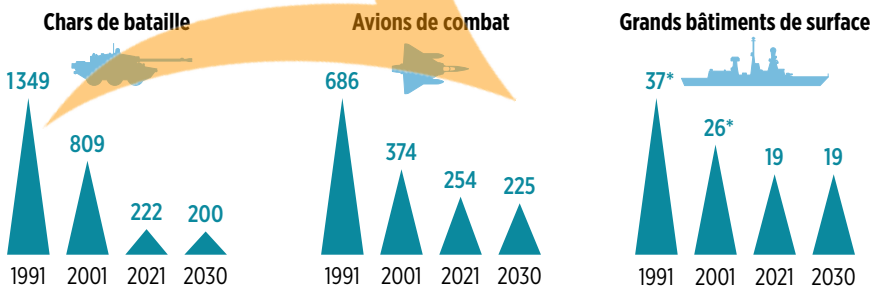
C'est le nombre de militaires pouvant être envoyés au combat à court terme*, soit la capacité d'accueil du public au Stade de France.

* Compte tenu des relèves nécessaires pour un conflit long et hors recrutements probables en cas de conflit majeur.



Des matériels moins nombreux

Évolution des dotations dans les armées françaises jusqu'en 2030, en nombre



Sources : Ifri, état-major de la marine. * Chiffres corrigés pour correspondre au même périmètre que celui retenu pour 2030.

La dissuasion nucléaire

Le couple formé par le chasseur Rafale et son ravitailleur l'A330 Phénix est moderne, mais le missile nucléaire air-sol moyenne portée amélioré (ASMP-A) doit être remplacé : le premier tir d'essai de la nouvelle version a eu lieu fin 2020. Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins doivent quant à eux être remplacés vers 2035.

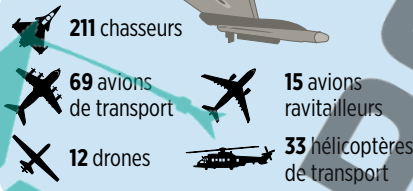
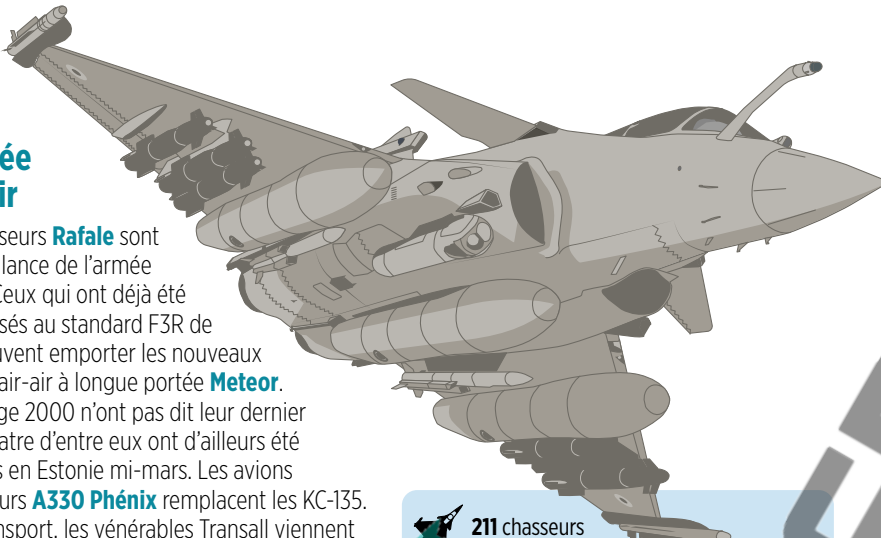


Sous-marin nucléaire lanceur d'engins classe « Le Triomphant » et missile M51.2

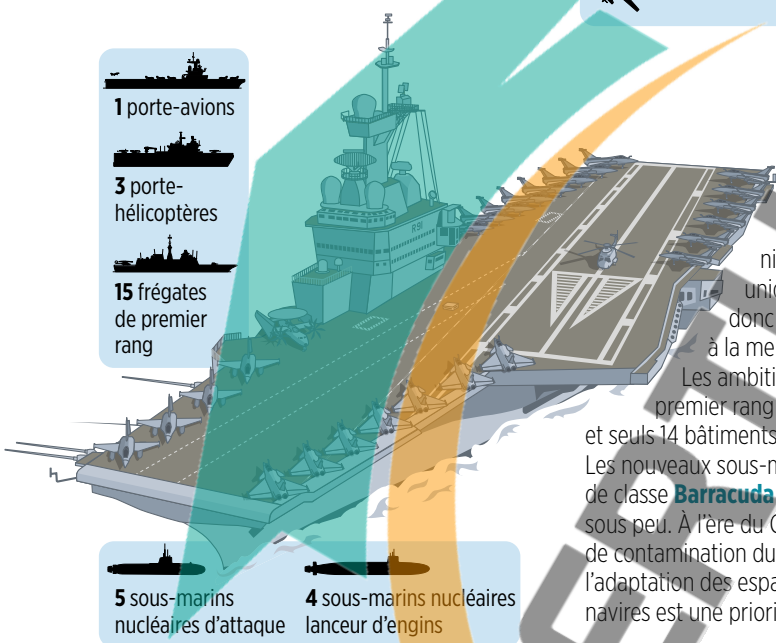


L'armée de l'air

Les chasseurs **Rafale** sont le fer de lance de l'armée de l'air. Ceux qui ont déjà été modernisés au standard F3R de 2021 peuvent emporter les nouveaux missiles air-air à longue portée **Meteor**. Les Mirage 2000 n'ont pas dit leur dernier mot : quatre d'entre eux ont d'ailleurs été déployés en Estonie mi-mars. Les avions ravitailleurs **A330 Phénix** remplacent les KC-135. Côté transport, les vénérables Transall viennent d'être retirés du service, à la faveur de la montée en puissance des nouveaux **A400M Atlas**.



- 1 porte-avions
- 3 porte-hélicoptères
- 15 frégates de premier rang



- 5 sous-marins nucléaires d'attaque
- 4 sous-marins nucléaires lanceur d'engins

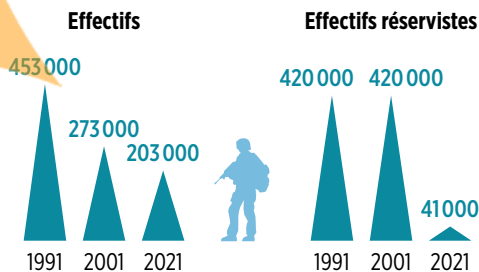
La marine

Le porte-avions «**Charles de Gaulle**» a été remis à niveau en 2018, mais il reste unique : la France ne dispose donc pas d'un groupe aéronaval à la mer en permanence.

Les ambitions pour les frégates de premier rang ont été revues à la baisse et seuls 14 bâtiments modernes sont en service. Les nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque de classe **Barracuda** vont entrer en service sous peu. À l'ère du Covid et après l'épisode de contamination du porte-avions en 2020, l'adaptation des espaces de vie dans les navires est une priorité.

Deux fois moins de soldats

Évolution des effectifs, en nombre de militaires



Sources : Ifri, état-major de la marine.

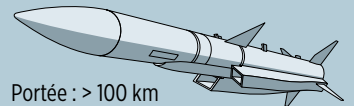
À bout de souffle

Des matériels sont en fin de vie, comme le char Leclerc et les véhicules de l'avant blindé dans l'armée de terre, les frégates de surveillance ou les chasseurs de mines dans la marine, et les avions radars Awacs ou les Mirage 2000D dans l'armée de l'air.

Les munitions, nerf de la guerre

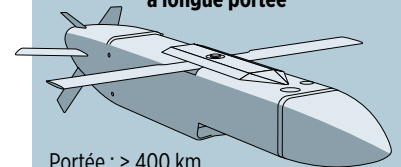
Dans de nombreux dépôts de munitions français, les étagères sont vides. « Nous n'avons pas la quantité qui nous permettrait de soutenir un conflit de longue durée », alerte Christian Cambon, président de la commission de la défense au Sénat, qui estime que certains types de munitions seraient épuisés « en quelques jours ». Les réserves sont particulièrement faibles pour les missiles antiaériens Aster et antinavires Exocet, de même que pour certains types d'obus pour les chars Leclerc : les équipages peinent à s'entraîner en tir réel depuis des années. Autre problème, des stocks sont périmés. Par exemple, des missiles de croisière Scalp dont personne ne sait s'ils pourraient encore atteindre leur cible sont répertoriés. L'enjeu est crucial : à Kharkiv, les Russes ont tiré en une minute ce que l'armée française tire en un an durant ses entraînements.

Meteor : missile air-air à longue portée



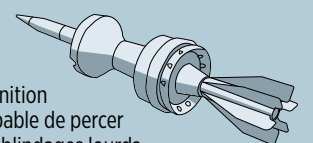
Portée : > 100 km
Vitesse : Mach 4
Longueur : 3,65 m

Scalp : missile de croisière air-sol à longue portée



Portée : > 400 km
Vitesse : Mach 0,8
Longueur : 5,10 m

Obus-flèche OFL 120 F1 pour char Leclerc



Munition capable de percer les blindages lourds, enveloppée dans son sabot de 120mm.

Arnaud Danjean

« La défense européenne est un complément de l'Otan »

Réveil stratégique. Pour l'eurodéputé, il faut, au-delà de cette alliance, réduire les dépendances capacitaires et opérationnelles de l'UE.

Tous les États membres se sont engagés à rehausser leurs dépenses militaires, à commencer par l'Allemagne qui surclassera, à terme, la France. Un moment clé pour la défense européenne. Cette semaine, l'Union européenne adopte son livre blanc à travers la « boussole stratégique » qui cerne les menaces et propose des capacités militaires pour y répondre. L'eurodéputé LR Arnaud Danjean examine les potentialités et les limites de ce « réveil stratégique ».

Le Point: Quelles seront les conséquences géopolitiques de la guerre en Ukraine ?

Arnaud Danjean: Ce conflit nous fait entrer en zone inconnue, toute tentative de prévision relève plus de la spéculation que de la planification rationnelle et rigoureuse. C'est ce qui fait de cet événement tragique une rupture historique, du même ordre que les révolutions de 1989 dans le bloc soviétique ou que le 11 Septembre 2001. D'une part, car les répliques de cette secousse sont multidimensionnelles, elles vont concerner non seulement les aspects sécuritaires – et pas qu'en Europe –, mais aussi les aspects énergétiques, alimentaires, financiers, industriels... D'autre part, car le développement de la crise elle-même est rendu très aléatoire par le caractère très solitaire des décisions russes. Beaucoup dépendent d'un seul homme, Poutine, dont personne ne parvient à lire et à anticiper clairement les intentions. Le degré d'incertitude est donc maximal. L'issue de cette guerre va modeler un paysage international inédit. Beaucoup de pays qui ont des contentieux territoriaux avec leurs voisins observent avec attention ce qui se passe en Ukraine. Si la Russie l'avait emporté « facilement », il est à craindre que cela aurait



Arnaud Danjean
Député européen LR
(groupe PPE), membre
de la sous-commission
sécurité et défense

encouragé d'autres acteurs, globaux ou régionaux, à entreprendre le même type d'opérations militaires. Les développements actuels, sur le plan militaire, mais surtout sur le plan économique et commercial, devraient plutôt « refroidir » les velléités guerrières de certains. Mais nous entrons dans une nouvelle ère.

Vous appelez à un « réveil stratégique » de l'Europe.

L'heure a-t-elle sonné pour tous ?

Il y a eu depuis trente ans beaucoup de raisons de se réveiller en Europe ! À ceux qui évoquent le retour de la guerre sur le continent en ne se référant qu'à la Seconde Guerre mondiale, il faut rappeler que les guerres balkaniques ont ravagé plusieurs pays européens dans les années 1990. En juin 1991, alors que la guerre démarrait en Slovaquie – qui s'en souvient ? –, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères avait proclamé : « L'heure de l'Europe a sonné ! » On a vu ce qu'il en a été... Et le conflit en Ukraine a démarré en 2014. Donc

l'image d'un continent parfaitement pacifié était déjà une illusion que beaucoup de responsables ont pris pour une réalité.

Cela étant dit, la situation d'aujourd'hui a des conséquences beaucoup plus globales que les conflits précédents, c'est ce qui en fait un potentiel tournant dans la façon dont les dirigeants européens vont – enfin – considérer les affaires stratégiques. Les premières annonces, concernant surtout les budgets militaires, semblent attester cette prise de conscience unanime et profonde. Il faut s'en féliciter. Le test se fera toutefois dans la traduction en actions concrètes et sur la durée. Nous avons déjà connu des périodes de grandes envolées verbales qui se sont vite évaporées lorsque les crises perdaient de leur actualité, que l'attention publique se portait sur d'autres sujets, ou

« Nul ne peut rejeter l'hypothèse d'une paralysie de l'Otan en cas d'isolationnisme américain exacerbé. »

lorsque les difficultés de mise en œuvre exigeaient des arbitrages forts mais coûteux.

Les Allemands augmentent leurs dépenses militaires. Mais la première chose qu'ils annoncent, c'est l'achat de F35 américains. Cet avion est-il meilleur que le Rafale ?

Non, le Rafale est un excellent appareil. En fait, la question ne se pose pas vraiment dans ces termes comparatifs dans le cas allemand. Les Allemands ne possèdent pas l'arme nucléaire, mais doivent être capables de mettre en œuvre les armes nucléaires américaines stationnées en Europe. Ce qui rend ce choix du F35 logique. Je comprends que l'effet d'annonce puisse émouvoir en France, mais je ne pense pas que Dassault avait fait de l'Allemagne un prospect sérieux pour le Rafale ! Le vrai test est pour le Scaf, le futur avion de combat. Il faut avancer, et Berlin doit comprendre que l'industrie française possède, en la matière, un maître d'œuvre inégalable en Europe. Là sera le vrai test pour l'engagement européen de Berlin.

Où en est le Fonds européen de défense ?

Rappelons que ce fonds est doté d'un peu moins de 8 milliards d'euros pour sept années, alors qu'on espérait 13 milliards... Précisons aussi qu'il s'agit de contribuer au financement de projets d'avenir dans la partie recherche et développement, pas d'acheter des équipements déjà en service. Les projets bénéficiaires n'ont pas encore été sélectionnés, nous attendons des décisions pour cet été. C'est long... Il faudra ensuite s'assurer que les efforts porteront bien sur les « trous » technologiques et capacitaires européens déjà largement identifiés, et que l'argent ne sera pas dispersé dans une myriade de projets non structurants, juste pour satisfaire tout le monde. Il faudra aussi veiller à ce que les mécanismes communautaires ne viennent pas ajouter de la bureaucratie inutile à ces processus, la gouvernance des projets restant un défi inédit.

L'Otan et la défense européenne sont complémentaires, entend-on. Mais si Trump revenait au pouvoir,

La complémentarité tient au fait que défense européenne et défense de l'Europe ne signifient concrètement pas la même chose ! Nous avons parfois du mal à le comprendre et à l'accepter en France. Pour l'immense majorité des pays européens, défendre l'Europe passe par l'appartenance à l'Alliance atlantique. C'est ainsi. Il y a des raisons historiques – et capacitaires – profondes à cet état de fait. Cela heurte parfois notre ambition d'autonomie, mais on ne peut pas se prétendre « réaliste » et refuser de voir cette réalité. Et la guerre en Ukraine ne vient que renforcer cet état de fait. La défense européenne s'est, dans ce contexte, forcément développée comme un « complément » dans les parties géographiques (Afrique, Proche-Orient...) et thématiques (articulation civilo-militaire) où l'Europe a des priorités ou des caractéristiques spécifiques qui lui donnent une valeur ajoutée par rapport à l'Otan.

Il ne faut bien sûr pas abandonner l'ambition d'une défense européenne plus autonome, car, en effet, nul ne peut rejeter l'hypothèse d'une paralysie de l'Otan en cas d'isolationnisme américain exacerbé. Ou de frictions plus profondes entre certains membres. D'où la nécessité pour les Européens de faire un effort particulier pour réduire leurs dépendances capacitaires et opérationnelles. Ce sera long, fastidieux, frustrant, parfois. Nous devons être convaincants sans être arrogants. La France a un rôle singulier, il faut assumer cette singularité mais sans que cela devienne une solitude ■

Penser la France... Ensemble?



Louis XIV, Michelet, Renan, Jaurès, Péguy, de Gaulle, Aimé Césaire... : comment ils ont pensé la France.

En vente en kiosque et sur boutique.lepoint.fr